

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : [www.jj-pat-rey.com](http://www.jj-pat-rey.com)

<http://perso.wanadoo.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>

### Modus vivendi bobo !

Le bobo monte en crème : Rothschild s'installe dans le capital de "Libé" (pour nos amis étrangers, il s'agit de Libération : grand titre de presse nationale, réputé être un miroir de la pensée de gauche...). Si cela n'était pas dramatique, représentatif d'une mise sous cloche des derniers bastions de la presse indépendante, cela serait risible : voilà un drôle de pavé dans la mare aux canards ! C'est facile, je sais [;-)] Mais pourquoi s'embarrasser de circonlocutions ? En fait tous les médias traditionnels sont concernés, comme vous savez.

les bobos de " Libé" vont maintenant servir de croûtons pour essuyer la graisse dans la soupière à monnaie ! A terme, je ne doute pas qu'ils se fassent fouetter en crème : vive la liberté d'informer ! ... [:o)] J'avais bien remarqué depuis quelques années que "libé", désireux d'oublier le sacre du "Printemps", servait d'auto tamponneuse à la percée des chevaux troyens du libéralisme ; mais là, c'est la consécration suprême (pour le peu que l'on en sait) : le mariage de raison entre Thierry la Fronde et le Régent du Trésor ! Les Guignols de l'info vont pouvoir en remettre une couche [:-)))]

Plus que jamais, de nos jours, chaque baron des "hippopotames gloutons" de l'empire néolibéral veut son petit journal à ses bottes ; comme chaque éditeur veut sa vedette des médias dans son catalogue. Comment croire encore, après ce "capitonnage" financier, que la liberté de parole et l'indépendance d'esprit ne seront pas menacées, dans la salle de rédaction du journal concerné ? Surtout que pour le chiffre d'affaire, à mon avis, c'est reculer pour mieux sauter ! Caricatural : Citizen Kane, ça fait longtemps qu'on y est ! Ces pauvres bougres : bobos à crème, babas défraîchis qui ont perdu leurs fleurs de jeunesse, ils iront bientôt tous à Xanadu, passer la brosse à reluire pour se faire payer de petits fours [:-)))]

## Jean-Jacques REY

---

---

envoi de Bernard Giusti : <http://perso.wanadoo.fr/asso.oursblanc/ki.htm>

Bonjour à toutes et à tous,

Bien que les informations aient été interrompues depuis un certain temps (interruption essentiellement due à des problèmes informatiques), **LE SMOKE CONTINUE !!!**

Depuis le mois de novembre, le Smoke bénéficie du sursis imposé par la "trêve hivernale" qui suspend les expulsions jusqu'au mois de mars. 'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris semble jouer le pourrissement de la situation et tabler sur la démobilisation des soutiens au Smoke. En effet, nous n'avons eu aucune nouvelle de l'AP-HP, concernant notamment les engagements verbaux pris soit de laisser le Smoke en lieu et place, soit de lui proposer un autre lieu dans le quartier Montparnasse. Depuis la lamentable proposition faite par l'AP-HP de reloger le Smoke dans un quartier excentré repaire de dealers et de prostitution, proposition que nous avons rejetée, l'AP-HP s'est de nouveau réfugiée dans le silence...

En cette fin d'année 2004, alors que les lieux de culture populaire continuent à disparaître, le Smoke a renforcé son action culturelle, notamment par des signatures organisées les mercredis soirs (voir le programme en fin de message), ou encore par un CD de soutien regroupant une vingtaine de musiciens et de poètes ayant régulièrement participé à nos après-midis musique-poésie-littérature, organisés tous les derniers dimanches du mois (en général). Ce CD est l'aboutissement d'un projet initié et réalisé par Pierre Meige, que nous remercions vivement. Il sera disponible début janvier 2005.

Nous allons relancer aussi l'action pour la sauvegarde du Smoke. Pour ce faire, nous vous demanderons une fois de plus d'écrire à vos élus, d'intervenir soit par téléphone soit par courrier auprès de l'AP-HP et de son ministre de tutelle, M. Douste-Blazy, bref de "remuer" le plus de gens et d'institutions possible. Nous envisageons aussi, bien sûr, des actions par l'intermédiaire d'avocats spécialisés dans ce genre de conflits.

D'autre part, avec entre autre mon ami Claude de l'Espace Faguèye, basé à Dakar et qui a beaucoup fait pour le Smoke, nous voudrions reprendre une idée que j'avais évoquée dans un précédent communiqué, à savoir utiliser les réseaux nationaux et internationaux mis en place pour la défense du Smoke pour créer une source de "réseau de vigilance culturelle" basé sur la solidarité et l'entraide. Nous avons rassemblé des milliers de signatures à travers le monde. Pourquoi ne pas nous rassembler et intervenir partout dans le monde chaque fois qu'un lieu de culture et d'expression libre sera menacé pour des raisons de stratégie économique et/ou politique ? C'est une idée à laquelle nous nous devons de réfléchir, et vous êtes invité(e)s à nous faire part de vos suggestions : [savesmoke@yahoo.fr](mailto:savesmoke@yahoo.fr)

En prévision de l'année 2005 qui s'annonce, nous devons utiliser toutes les ressources dont nous disposons pour sauver ce qui peut l'être encore de la liberté d'expression et de création. Ce qui revient à sauver ou soutenir les lieux et les structures indépendants des pouvoirs économiques et politiques, quels qu'ils soient. Ces lieux et ses structures qui nous permettent de nous exprimer librement.

Pour le Comité de Soutien au Smoke :

envoi de Benoist Magnat

Mme Roig, députée maire d'Avignon cède la présidence du  
Festival d'Avignon à Louis Schweitzer, président du MEDEF  
International

!!!

Jean Vilar reviens  
ils vont nous assassiner la Culture  
bientôt le festival (d'Avignon) d'Avido dollars

!!!

Après ce qu'a fait le Medef pour les intermittents du spectacle, on croit rêver et même si Louis Schweitzer n'est pas la caricature du baron ultra libéral, Ernest Antoine Seillière. Ancien ministre sous Fabius, certains pourraient croire qu'il est de gauche.. et bien lisez ce qu'il dit lui-même sur le site du Medef, ce qu'il a fait à Renault (dégraissage, alors que la firme faisait 9 milliards de bénéfices), n'oubliez pas sa fermeture de Vilvoorde en Belgique, ce qu'il pense des 35 heures etc..

La Culture va-t-elle être sponsorisée comme une vulgaire marchandise par les Entreprises ? Quid de ceux qui ne rentreront pas dans le rang ? Avec l'appropriation des médias par les grandes multinationales, va-t-on assister à un gigantesque lavage de cerveau ? Une Culture « entrepreneuriale » ? On se pose naturellement quelques questions.

Benoist Magnat

---

---

envoi d'Isabelle Costa : <http://costa.songs.free.fr/>

## Tsunami : on savait depuis début juillet.

pour les références :

### Kerry Sieh :

-

<http://translate.google.com/translate?hl=fr&sl=en&u=http://www.gps.caltech.edu/~sieh/home.html&prev=/search%3Fq%3DKerry%2BSieh%26hl%3Dfr%26lr%3D%26sa%3DG>

-

[http://216.239.39.104/translate\\_c?hl=fr&u=http://www.gps.caltech.edu/~sieh/publications/a12.html&prev=/search%3Fq%3DKerry%2BSieh%26hl%3Dfr%26lr%3D%26sa%3DG](http://216.239.39.104/translate_c?hl=fr&u=http://www.gps.caltech.edu/~sieh/publications/a12.html&prev=/search%3Fq%3DKerry%2BSieh%26hl%3Dfr%26lr%3D%26sa%3DG)

-

[http://216.239.39.104/translate\\_c?hl=fr&u=http://www.gps.caltech.edu/~sieh/publications/a4.html&prev=/search%3Fq%3DKerry%2BSieh%26hl%3Dfr%26lr%3D%26sa%3DG](http://216.239.39.104/translate_c?hl=fr&u=http://www.gps.caltech.edu/~sieh/publications/a4.html&prev=/search%3Fq%3DKerry%2BSieh%26hl%3Dfr%26lr%3D%26sa%3DG)

-

[http://translate.google.com/translate?hl=fr&sl=en&u=http://www.wnd.com/news/article.asp%3FARTICLE\\_ID%3D42302&prev=/search%3Fq%3DKerry%2BSieh%26hl%3Dfr%26lr%3D%26sa%3DG](http://translate.google.com/translate?hl=fr&sl=en&u=http://www.wnd.com/news/article.asp%3FARTICLE_ID%3D42302&prev=/search%3Fq%3DKerry%2BSieh%26hl%3Dfr%26lr%3D%26sa%3DG)

...etc.

### L'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU)

<http://www.insu.cnrs.fr/web/article/art.php?art=1278>

\*\*\*\*\*

Citation :

" Personne ne peut prévoir avec précision quand un tremblement de terre surviendra mais il est clair que cette zone était relativement à haut risque... Nous avons prévenu qu'il y aurait des morts, des immeubles détruits, des vies anéanties. Mais nous parlions à des sourds. Avec mon équipe, nous avons décidé, passant par-dessus les gouvernements nationaux et provinciaux, de nous adresser directement aux gens. J'espère que nos efforts ont sauvé quelques vies."

## Sidération planétaire !

Celui qui s'exprimait ainsi au cours d'une récente conférence de presse, Kerry Sieh, est professeur de géosismique à l'Institut californien de géologie, spécialiste des séismes pour la région située au nord de Sumatra. Depuis dix ans, ayant installé des capteurs sur les îles Mentawai, il surveille une zone qui s'est trouvée à proximité de l'épicentre du cataclysme. Au mois de juillet, persuadé de son imminence et ne parvenant pas à y intéresser les responsables gouvernementaux, il fit apposer 5000 affiches dans la zone tandis qu'il prononçait dans les lieux de culte et les écoles des conférences au cours desquelles il conseillait à la population de quitter les sites côtiers.

Deux semaines avant Noël, Kerry Sieh, intervenant lors de la réunion annuelle de l'Union géophysique américaine à San Francisco, s'inquiétait à nouveau de l'inéluctabilité d'un tremblement de terre et d'un tsunami géants dans la région de Sumatra.

On mesure l'importance d'une telle information, complètement occultée par le gros média international. Dans le déferlement de bourrage de crâne humanitariste visant à rassembler le plus d'argent possible afin de reconstruire, à l'identique, ce qui a été détruit, de tels propos sentent le soufre. D'autant que, envoyés spéciaux et correspondants des radios et télévisions françaises ne se privèrent pas d'accabler, une fois de plus, les États développés, accusés de disposer dans le Pacifique de stations sophistiquées de repérages sismiques quand les pauvres pays asiatiques étaient démunis. Pour les ONG, les journalistes et les ministres, il fallait d'abord culpabiliser des populations occidentales qu'on entendait racketter tout en les précipitant, ainsi que l'a justement fait remarquer le Dr Rony Brauman, dans une sorte de sidération planétaire « à la 11 septembre » (2001).

Le tourisme de masse responsable :

Les déclarations de Kerry Sieh placent enfin ce drame dans sa juste perspective : on savait, et depuis des années, que cette région était extrêmement dangereuse. On a délibérément installé des dizaines de milliers de touristes dans un piège et autour d'eux on a drainé les millions de coolies nécessaires au bon fonctionnement de cette industrie de masse. Ce tourisme-là, on ne le rappellera jamais assez, est devenu la première activité mondiale. Les sommes qu'il brasse sont pharaoniques, les intérêts qu'il représente ne peuvent même pas être répertoriés tant ils sont puissants et divers, des dizaines de millions de gens en vivent. Les mises en garde d'un spécialiste aussi pointu que Sieh sont donc tombées à plat : pas question, au moment du pactole des « Fêtes », de faire capoter la saison en refoulant la clientèle pour une menace aléatoire.

Or les éléments géophysiques qui ont provoqué près de 200 000 morts dans cette région n'ont nullement changé. Tous les spécialistes en sismologie, soudain alertés, craignent l'occurrence de séismes « en série » ou « clusters quakes ». Un ébranlement de cette ampleur aura des suites dans les semaines et les mois à venir. Certains font observer que de telles secousses (on en a déjà enregistré 2500 depuis le 26 décembre) diffusent des ondes sismique d'un bout à l'autre de la terre. Il suffit que l'une d'elles aborde une région de fragilité pour qu'aussitôt elle provoque la naissance d'un nouveau phénomène. D'ailleurs, s'il avait peu été remarqué, huit jours avant la commotion de Sumatra, un tremblement de terre de 8,1 avait été relevé au large des côtes néo-zélandaises. Les sismologues américains et canadiens s'interrogent sur les conséquences que ces chocs pourraient avoir sur la plaque californienne. Après un tel bouleversement sous-marin, aucun d'entre eux ne se risquerait à parier sur des décennies de tranquillité.

Or, de toutes parts, on s'active à rétablir les conditions permettant au plus tôt la réouverture des pièges mortels que sont les centres de loisirs « paradisiaques », pieds dans l'eau et pailotes au soleil. Le pouvoir sans limite de l'ogre touristique international passe au bulldozer les cadavres et reconstruit sur leur souvenir effacé le terrain de jeux de ceux qui, demain ou après demain, seront à leur tour balayés par l'inéluctable prochain tsunami.

Kerry Sieh en tout cas en est sûr, la zone dévastée le sera à nouveau : « Il existe suffisamment d'indices montrant que la pression s'est accrue sur les plaques tectoniques situées au sud de l'épicentre et que cela annonce un futur tremblement de terre d'intensité majeure. »

\*\*\*\*\*

#### Citation

" Un géologue connu avait prévenu le gouvernement Indonésien qu'un tremblement de terre entraînant un Tsunami allait très prochainement déferler sur les côtes du pays.

Kerry Sieh, professeur de géologie à la « California Institute of Technology » est un expert de la région, depuis plus de 10 ans. En juillet dernier, son inquiétude était telle qu'il a fait imprimer lui-même des brochures pour prévenir les habitants des îles, qui ont malheureusement été atteintes par la catastrophe. Il y a deux semaines il a répété son inquiétude lors d'une conférence à San Francisco. Ce week-end il a déclaré : « Nos avertissements sont tombés dans des oreilles de sourds ».

#### Tout cela prouve de façon indubitable :

1) que, dans des conditions assez précises, on peut plus ou moins prévoir, quelques semaines à quelques mois à l'avance, l'imminence d'un séisme majeur dans une certaine zone. Il serait intéressant de savoir si le même black-out a déjà été opéré sur des séismes majeurs antérieurs et aussi pourquoi rien ne filtre sur des événements sismiques à venir déjà anticipés. Que l'on ne me ressorte pas l'argument éculé que l'on veut éviter de provoquer la panique avec l'annonce d'une catastrophe hypothétique ! On a sûrement préféré leur faire la surprise le 26 décembre...

2) que, contrairement à ce qui a été complaisamment avancé par les médias aux ordres, la région était sous surveillance. Surveillance effectuée depuis au moins 10 ans par des spécialistes disposant du matériel adéquat et ayant avisés largement à l'avance les autorités. Donc que l'on pouvait largement anticiper et considérablement réduire les dégâts matériels et surtout sauver – au minimum - des dizaines de milliers de vie. Sauf, bien sûr, si parmi les objectifs visés on voulait un gigantesque sacrifice humain et les conditions optimum pour une nouvelle opération de sidération mentale...

3) que si le professeur Sieh n'a pas pu se faire entendre des autorités indonésiennes que l'on peut toujours accuser (et en grande partie avec raison) d'incompétence crasse, d'ignorance moyenâgeuse, de corruption, etc. il pouvait toujours aviser les autorités américaines. Il est citoyen américain, c'est un scientifique renommé, un spécialiste reconnu de la question et les USA ont de nombreux intérêts économiques et stratégiques dans la région. D'ailleurs, l'a-t-il fait ? Et si oui, quels ont été les résultats de ces démarches ?

4) que tout le monde savait ce qui allait se produire : la communauté scientifique internationale, les États de la région et - au moins - les USA... Pour preuve : le site du Centre National de la Recherche Scientifique français (à l'adresse Internet suivante : <http://www.insu.cnrs.fr/web/article/art.php?art=1278>) qui, dans sa page consacrée au séisme de Sumatra, évoque les travaux du professeur Sieh dans la région mais occulte complètement ses mises en garde répétées...

#### Les événements soulèvent également un certain nombre d'interrogations :

Les vagues, après avoir ravagé les côtes du Tamil Nadu et du Sri Lanka, balayé les Maldives, avaient encore suffisamment d'énergie pour provoquer d'importants dégâts et tuer des centaines de victimes sur la côte orientale de l'Afrique. Et pourtant on dénombre seulement 2 morts et peu de dégâts au Bangladesh ! Pourquoi les vagues tueuses, qui ont dévasté l'archipel des Nicobar, les îles Andaman, frappé la Birmanie et la côte orientale de l'Inde, ont-elles épargné les plaines côtières du Bengale et les deltas facilement inondables du Gange et du Brahmapoutre situés au fond d'un cul-de-sac naturel ? Quand on connaît les ravages que provoquent le moindre cyclone et les crues périodiques sur ces régions basses et mal protégées par des digues de fortune, on reste perplexe... En 1970, des inondations gigantesques provoquées par un cyclone et un tsunami avaient fait 300 000 morts... On ne peut guère invoquer qu'une propagation principale des vagues selon un axe est-ouest, mais néanmoins, des vagues, certes moins hautes et moins violentes, ont malgré tout frappé de plein fouet la région du Sundarban, une vaste zone de marais littoraux, de mangroves et d'îles basses. Je veux bien croire aux miracles, mais à condition qu'on me les explique de façon satisfaisante ! Soit, effectivement, il n'y a eu ni dégâts ni victimes au Bangladesh (et tant mieux pour les Bengalis qui n'ont vraiment pas besoin de ça) et il faudra démontrer comment la chose est possible ; soit il y en a eu... Et là, il faudra dire pourquoi on a fait le black-out sur l'information.

Quand on prétend que l'on n'a pu joindre aucune autorité dans la région touchée par le tsunami on se moque ouvertement du monde.

La ville-état de Singapour est située sur les rivages du détroit hautement stratégique de Malacca. C'est tout sauf un bidonville pouilleux dans un famélique État du Tiers-Monde. Une bonne partie du commerce maritime entre l'Asie du sud-est et l'Occident passe par là : armées, armateurs et assureurs surveillent la zone en permanence surtout qu'à quelques encablures au sud on a le voisin indonésien, le plus grand État musulman du monde et une poudrière au bord de l'explosion... Tout ce qui peut menacer la stabilité de la région est sous surveillance permanente parce que les intérêts financiers en jeu sont colossaux (si on se fiche éperdument des populations il n'en est pas de même des investissements).

Les Maldives sont peut-être perdues au beau milieu de l'Océan Indien, mais juste au sud, se trouve les Chagos et la base de Diego Garcia installée sur un atoll corallien très bas sur l'eau. A ma connaissance, aucune information sur les infortunes des « touristes » en tenue camouflée du coin n'a filtré. Ou les dégâts sont classés top-secret (des B52 ou des B1 avec leurs cargaisons de missiles et de bombes en tous genres au fond de l'eau ça fait un peu désordre...) ou bien il n'y en a pas eu... En effet, les scientifiques travaillant pour la National Oceanic & Atmospheric Administration des États-Unis ont averti bien à l'avance la base militaire US. Ce qui prouve que l'on dispose dans l'Océan Indien d'un système de détection des tsunamis... au moins pour protéger les bases militaires puisque l'administration US s'est bien gardée de communiquer la même information vitale aux populations de la région !

---

envoi de Benoist Magnat  
pour Jacques Nikonoff, président d'Attac France

## **Pour l'Asie : un prélèvement fiscal mondial exceptionnel !**

« Il faut soigner d'abord et comprendre ensuite », disait Albert Camus dans La Peste. Tel est en effet l'objectif à atteindre d'urgence face à la tragédie provoquée par la vague géante qui a causé des centaines de milliers de morts et de blessés en Asie, des millions de sans abri et des pays entiers dévastés.

Calés dans nos fauteuils, nous regardons en direct à la télévision, et pour ainsi dire comme si nous y étions, les images du drame. Par solidarité et compassion vraies, de nombreuses personnes ont envoyé ou enverront un chèque aux organisations humanitaires. Elles ont eu raison, et tout doit être fait pour amplifier l'effort. Mais est-ce suffisant ? Peut-on en rester là ? Que faire de plus ? Nous devrions sérieusement méditer sur les hypocrisies de l'époque. Et agir en conséquence.

Quelque chose en effet ne va pas dans l'attitude des médias et les commentaires faits par la plupart des responsables politiques : cette catastrophe hors de toute mesure n'est pas pensée. Réduite à une comptabilité et à des images macabres, elle est présentée comme une fatalité du destin justifiant toutes les impuissances présentes, passées et futures des autorités publiques nationales et internationales. Devant cette opération de lobotomie médiatique, quelques vérités sont bonnes à rappeler.

D'abord, acceptons d'admettre que les morts d'un jour valent les morts de tous les jours. Certes, la démesure du séisme, sa soudaineté, sa localisation géographique, la symbolique



biblique du déluge qu'il portait au moment des fêtes ne pouvaient qu'entraîner le choc et l'émotion. Mais n'oublions pas ceci : chaque jour, selon la Food and Agricultural Organization (FAO), à cause de la faim et de la malnutrition, la mort fauche 25 000 vies, principalement des enfants. Rappeler cette réalité vise nullement à relativiser la tragédie que nous connaissons aujourd'hui en Asie. On ne peut pas subir, chaque jour, un choc émotionnel d'une même intensité pour des drames diffus, atomisés sur l'ensemble de la planète, résultant d'une lente agonie, difficiles à traduire en scoop d'images médiatiques. Peut-être ces affamés pourraient-ils consentir, pour leur propre bien, à un effort supplémentaire et se mettre d'accord pour disparaître le même jour ? Le total fait 9 millions, ce serait le record toutes catégories. Alors seraient sans doute réunis les 40 milliards de dollars nécessaires annuellement, selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), afin de réaliser et de maintenir l'accès universel à l'éducation de base, à l'eau potable et à des infrastructures sanitaires, ainsi, pour les femmes, qu'aux soins de gynécologie et d'obstétrique.

Reconnaissons, ensuite, que l'aide annoncée par les gouvernements et les instances internationales est ridiculement dérisoire. Le vendredi matin du 31 décembre, 500 millions de dollars avaient été réunis, alors que l'Organisation des Nations unies (ONU) estime les besoins à plusieurs milliards. Les États-Unis ont annoncé 15 millions de dollars d'aides, puis, devant les protestations que suscitait cette contribution grotesque, 20 millions supplémentaires ont été ajoutés (25 millions d'euros au total). Par comparaison, Monsieur Bush vient de demander au Congrès américain une rallonge budgétaire de 80 milliards de dollars pour financer la guerre en Irak, qui en coûte 150 millions par jour. Par comparaison encore, les 400 plus gros contribuables des États-Unis d'Amérique ont eu un revenu brut, avant impôts, de 70 milliards de dollars en 2000, dont 50 milliards provenant de revenus en capital : dividendes, intérêts, plus-values. Ce chiffre ne reflète pourtant pas le véritable revenu de ces personnes : ni leur revenu brut, ni leur revenu imposable. Leur revenu brut est inférieur à la réalité car il ne comptabilise pas les milliards de dollars qui sont allés dans les paradis fiscaux. Leur revenu imposable est également inférieur à ce qu'il devrait être, car de nombreux revenus bénéficient d'exonérations fiscales : les intérêts sur les obligations d'État, les primes d'assurance-vie, les cotisations aux fonds de pension... Mais il y a plus. Ces très riches contribuables n'en ont jamais assez. Alors que leur taux d'imposition était de 29,93 % en 1995, ils sont parvenus à le faire baisser, avec l'aide d'un gouvernement complaisant, à 22,29 % en 2000.

La France, avec 40 millions d'euros d'aides versées, n'est pas en mauvaise position. Nous ne pouvons que nous réjouir de constater qu'ainsi notre pays va dépasser la somme engloutie pour le sacre de Monsieur Sarkozy à la tête de l'UMP (12 millions). Cependant, et sans vouloir faire injure aux amateurs de football, on remarquera que l'achat de l'exclusivité des droits de rediffusion du football français par Canal + a coûté 600 millions d'euros à cette chaîne.

En outre, l'instrumentalisation politique de la tragédie est désormais lancée. La concurrence, ce principe fondateur de l'idéologie néolibérale, s'est même étendue à l'aide humanitaire. Nous assistons à une sorte d'enchères, chaque pays voulant, dans des limites évidemment « raisonnables », ne pas donner le moins, et chaque jour annonce une nouvelle offre. Certes, ces aides, dont on ne doute pas qu'elles viennent du fond du cœur, vont probablement grossir, et c'est tant mieux. Mais, sauf mobilisation populaire, elles resteront très loin des besoins.

L'initiative de Monsieur Bush de constituer une « coalition internationale d'aide humanitaire » avec l'Inde, le Japon et l'Australie, dotée de sommes et de moyens dérisoires, n'a pour but que de contourner et d'humilier l'ONU, c'est-à-dire la seule source de droit international. La coopération internationale, pour coordonner efficacement les efforts n'a, à aucun moment, été le premier réflexe des élites mondialisées.

Et l'Europe ? Où est l'Europe ? Un obscur factotum a annoncé, dans un premier temps, une aide de 3 millions d'euros. Se rendant compte que la somme était significativement médiocre -

cette seule prise de conscience montre qu'il ne faut pas désespérer de l'Europe -, 30 millions d'euros ont été accordés en plus. Rien n'est plus symbolique que cette attitude incroyable de l'Union européenne. Il est vrai qu'un des articles du traité constitutionnel stipule que « le budget de l'Union est, sans préjudice des autres recettes, intégralement financé par des ressources propres ». Cela signifie que l'Union européenne, contrairement aux particuliers, aux entreprises et aux États, ne peut emprunter. Or l'emprunt permet l'investissement dans les grands travaux d'infrastructures publiques, que ce soit en Europe ou au titre de la solidarité internationale. Cette castration politique de l'Europe, dont nous avons aujourd'hui un exemple emblématique, ne pourra que renforcer notre détermination!

à assurer le succès du « non » lors du référendum sur le traité constitutionnel.

Et le marché ? Où est le marché ? Car cette interdiction faite à l'Europe d'emprunter pour investir dans les équipements publics, a été décidée au nom du marché. On nous explique en effet, ad nauseum, que le libre jeu des marchés, sans entrave, et particulièrement dans le domaine de la finance, permettrait une « allocation optimale des ressources ». Si c'était vrai, nous aurions dû voir affluer en Asie, immédiatement et spontanément, des masses de capitaux - une sorte de tsunami financier - pour aider au redressement de la région. Hélas ! Hélas ! Les morts, les blessés et les sans abri ne sont pas solvables, et aucun capital ne pourra fructifier dans ces conditions. Dans les grands moments, ceux qui façonnent la collectivité humaine, le marché est toujours défaillant. C'est bien la volonté politique qui compte, et c'est elle que la mobilisation populaire doit restaurer.

D'autant que pendant le drame, les affaires continuent. Aucune morale, aucune retenue, aucune décence n'est de mise, c'est business as usual. Certes, les tsunamis ont tué des dizaines de milliers de personnes, dévasté des pays entiers, mais les Bourses d'Indonésie et d'Inde battent des records, portées par un climat économique jugé favorable. Selon Eddie Wong, analyste en chef pour l'Asie chez la banque ABM Amro : « Les dommages subis par les bons hôtels ne semblent pas graves et il y a aussi des gagnants en termes économiques, tels que les producteurs de ciment ». On pourrait ajouter aussi les cercueils ! Alors voici une idée d'action immédiate : fermez d'urgence vos comptes bancaires chez ABM Amro, si vous en avez, et transférez-les à la Poste, tant qu'elle existe encore !

Devant cette nouvelle faillite des élites mondialisées, la mobilisation des citoyens et des peuples pourrait s'organiser autour de cinq objectifs : un prélèvement fiscal mondial exceptionnel préfigurant une véritable fiscalité mondiale ; l'augmentation de l'aide publique au développement ; l'annulation de la dette publique des pays pauvres concernés par la catastrophe ; la coordination internationale des services publics pour reconstruire les pays dévastés ; la mise en place dans la région de systèmes d'alerte des catastrophes.

Un prélèvement fiscal mondial exceptionnel. Il est largement temps d'imaginer une fiscalité internationale pour réduire la fracture qui va croissant entre le Sud et le Nord. L'exigence d'une fiscalité globale, au plan mondial, s'impose pour répondre, notamment, à des catastrophes comme celle de l'Asie. Les possibilités techniques sont nombreuses :

- Taxe sur les transactions financières dont le modèle est la taxe Tobin qui vise les transactions sur les monnaies (elle peut néanmoins être étendue à l'ensemble des transactions financières). L'actuelle administration américaine rend difficile une avancée dans ce domaine. C'est de l'Union européenne que l'initiative devrait venir. Elle a, en effet, la puissance économique et financière pour mettre en œuvre, de manière unilatérale, de telles taxes. A un taux de 0,1 %, cette taxe rapporterait 110 milliards de dollars.
- Taxe unitaire sur les bénéficiaires : quel que soit le pays ou la région du monde où s'installe une entreprise transnationale, elle sera soumise au même taux d'imposition sur ses bénéficiaires. Cela limitera très fortement l'évasion et la fraude fiscales.
- Taxe sur les investissements directs étrangers (IDE) qui viserait à s'opposer à l'évasion fiscale en freinant le choix de pays à faible fiscalité, et à l'érosion des droits des salariés dans

les pays d'accueil. Un taux de 15 % sur une assiette de 800 milliards rapporterait 120 milliards de dollars.

- Impôt sur la fortune. On peut taxer le stock, sur le modèle français, ou son revenu, sur le modèle américain (les 1 % les plus riches ont autant que les 57 % les plus pauvres). Un taux forfaitaire de 1 % appliqué à 5 000 milliards de dollars donnerait 50 milliards.

- Taxe sur les émissions de carbone qui devra fortement inciter les producteurs à réduire leurs émissions. Un prélèvement de 21 dollars par tonne de contenu en carbone rapporterait 125 milliards de dollars.

Il est évident que la mise en place de telles taxes demandera des années. Sans attendre, pour faire face à l'urgence, un prélèvement exceptionnel pourrait être décidé par la communauté internationale ou, par défaut, par l'Union européenne. Il pourrait correspondre, pour donner un exemple concret, à 0,05 % de la capitalisation boursière mondiale (nombre d'actions cotées en Bourse à l'échelle mondiale, multiplié par la valeur de ces actions) qui s'élevait, fin 2002, à 20 000 milliards d'euros. Un tel prélèvement exceptionnel rapporterait 10 milliards d'euros.

Personne ne pourra croire qu'il mettra les actionnaires à genou et qu'il suscitera la panique sur les marchés financiers. Prenons l'exemple d'un actionnaire de Renault. Le 31 décembre 2004, l'action cotait 61,55 euros. Avec le prélèvement de 0,05 %, ledit actionnaire versera 3 centimes d'euros ! Ainsi les marchés financiers seront-ils punis (modestement) par là où ils ont péché. Ils sont en effet responsables de la crise !

financière qui s'est abattue sur l'Asie en juillet 1997. En quelques mois le chômage était multiplié par 4 en Corée, par 3 en Thaïlande, par 10 en Indonésie. Au total, 12 millions de chômeurs supplémentaires étaient comptabilisés dans la région. La cause de cette crise ? Une libéralisation « au pied de biche » des marchés financiers dans ces pays, sous l'impulsion du Fonds monétaire international (FMI), qui a attiré des masses de capitaux spéculatifs. Comme d'habitude, le FMI et le Trésor américain croyaient que cette libéralisation aiderait ces pays à se développer plus vite. Mais les pays asiatiques n'avaient aucun besoin de capitaux supplémentaires de cette nature, leur taux d'épargne était très élevé. Ce ne serait donc que justice de faire payer ceux qui ont déjà, en toute impunité pour l'instant, appauvris cette région.

L'augmentation de l'aide publique au développement. Selon l'OCDE, elle était en 2003, pour les USA, de 0,1 % du Produit national brut (PNB), soit 16 milliards de dollars ; pour le Japon de 0,2 % ; pour la France de 0,4 % ; contre 0,7 % auxquels ces pays s'étaient engagés dans la déclaration du millénaire. Il est urgent d'atteindre les objectifs fixés qui permettraient de collecter 49 milliards de dollars.

L'annulation de la dette publique des pays pauvres concernés par la catastrophe. Le Canada a décidé un moratoire unilatéral de la dette publique de certains pays à son égard. L'Allemagne, de son côté, a proposé un moratoire de la dette de l'Indonésie et de la Somalie auprès du Club de Paris (groupe des pays créanciers). Actuellement, pour ne prendre que quelques exemples, la dette de l'Indonésie est de 131 milliards de dollars, de 58 milliards pour la Thaïlande et de 11 milliards pour le Bangladesh. La perspective doit être clairement d'aller vers l'annulation de la dette publique des pays les plus pauvres de la région, même si, dans un premier temps, des moratoires et des réductions des créances sont toujours bons à prendre. Nous aurons tous les yeux tournés vers le Club de Paris qui doit se réunir le 12 janvier.

Coordination internationale des services publics pour reconstruire les pays dévastés. L'esprit de service public est capable de soulever des montagnes. Si, dans chaque pays, les services des Postes, de l'électricité et du gaz, des chemins de fer, des télécommunications, de l'eau, de l'éducation, de la santé, etc., se concertaient à l'échelle internationale (les organisations syndicales peuvent puissamment y contribuer), l'aide d'urgence et la reconstruction des pays dévastés serait assurée. Des moyens et des agents seraient détachés sur place. Les anciens services publics, qui ont été privatisés, verraient leurs moyens réquisitionnés par la puissance

publique. C'est bien ce que font les gouvernements lorsqu'il y a la guerre...

Mise en place dans la région de systèmes d'alerte des catastrophes. Il se dit que la base militaire des États-Unis à Diego Garcia, située pourtant au sud du Sri Lanka, n'aurait pas été affectée par le tsunami. Elle aurait été prévenue par la National Oceanic & Atmospheric Administration. Celle-ci, pas plus que les militaires, n'aurait pensé à prévenir les gouvernements asiatiques concernés... La preuve serait ainsi administrée qu'un système d'observation et d'alerte aurait permis d'éviter le drame.

Le 6 janvier, l'ONU a convoqué une réunion internationale des pays donateurs. Le monde attend qu'y soient prises des décisions d'ampleur, à la mesure de la situation. Les 110 Chefs d'État qui ont soutenu récemment l'idée de taxes globales ont l'opportunité, au-delà de la simple déclaration d'intention - qu'il fallait faire néanmoins - de passer aux actes. Les Chefs d'État des 25 pays de l'Union européenne, devraient ensuite se réunir pour organiser, enfin, l'aide de l'Europe.

Oui ou non l'hypocrisie des bons sentiments va-t-elle cesser, et laisser la place aux vraies mesures susceptibles de répondre aux vrais problèmes ?

Le 2 janvier 2005

Par Jacques Nikonoff, président d'Attac France

---

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : [www.jj-pat-rey.com](http://www.jj-pat-rey.com)

<http://perso.wanadoo.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>